

Cette année, le Canada est allé plus loin:

- Au Sommet de Venise, notre Premier ministre, Brian Mulroney, a attiré l'attention sur le fardeau de la dette des pays des plus pauvres et proposé des moyens de l'alléger.
- Dans le contexte de la Ronde Uruguay, le Canada a amorcé un programme de consultations et de formation afin d'aider les pays en développement à mieux faire avancer et protéger leurs intérêts commerciaux dans le cadre des NCM.
- Au Club de Paris, nous avons approuvé la prolongation des périodes de rééchelonnement et l'idée de taux d'intérêts concessionnels.
- Le Canada s'est engagé à verser une somme totale de 575 millions \$US à l'IDA VIII, c'est-à-dire notre quote-part plus une contribution supplémentaire.
- Le Canada versera 200 millions de DTS (droits de tirage spéciaux) à la Facilité d'ajustement structurel du FMI, laquelle a été triplée.
- Et, lors du Sommet de la Francophonie et de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, nous nous sommes engagés à annuler la dette d'APD de 13 pays de l'Afrique subsaharienne, une mesure équivalant à 672 millions \$CAN.

En outre, le gouvernement du Canada a pris des mesures pour axer son aide au développement plus directement vers les besoins les plus pressants des pays les moins bien nantis, particulièrement en ce qui concerne le développement des ressources humaines et le rôle de la femme. Nous portons un intérêt particulier à l'Afrique; nous avons en conséquence pris la décision de porter à 45 % la proportion de l'aide bilatérale au développement que nous accordons aux pays africains.

Nous avons en outre décidé de délier cette aide dans une proportion de 50 % de façon à ce qu'elle puisse être utilisée plus rapidement et plus efficacement, et être mieux adaptée aux circonstances locales. Toujours dans une optique d'amélioration des mécanismes d'acheminement, nous avons décidé de décentraliser l'Agence canadienne de développement international et de confier à nos représentants sur le terrain dans les pays et régions en développement une certaine partie de l'administration et des pouvoirs décisionnels. C'est en Afrique que nous amorcerons d'abord ce processus.